

UN CONSENSUS – SUR QUOI ? LA MÉCANIQUE PARADOXALE DE L'ÉTHIQUE LIBÉRALE

Mark Hunyadi

ERES | « *Revue française d'éthique appliquée* »

2017/2 N° 4 | pages 15 à 18

ISSN 2494-5757

ISBN 9782749255941

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-ethique-appliquee-2017-2-page-15.htm>

Pour citer cet article :

Mark Hunyadi, « Un consensus – sur quoi ? La mécanique paradoxale de l'éthique libérale », *Revue française d'éthique appliquée* 2017/2 (N° 4), p. 15-18.

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Un consensus – sur quoi ? La mécanique paradoxale de l'éthique libérale

Mark Hunyadi
*Philosophe, Université
de Louvain (auteur
notamment de La
tyrannie des modes
de vie, Lormont, éd.
du Bord de l'eau,
2015. Site personnel :
www.markhunyadi.
net. Adresse : mark.
hunyadi@uclouvain.be).*

JAMAIS l'éthique n'a été aussi présente qu'aujourd'hui. Les moindres de nos gestes, de nos paroles, de nos actes professionnels sont tamisés au filtre de la correction éthique, éthique libérale de la protection des personnes, éthique de la non-discrimination et de l'absence de torts infligés. Tel est l'arrière-plan éthique sur fond duquel nous nous mouvons tous, et sur lequel veillent toutes les commissions, chartes, déclarations, tous les comités, règlements et autres conseils consultatifs institués pour stabiliser cette éthique de l'égalité des personnes, conçues comme souveraines et autonomes dans leurs choix privés.

On aurait naturellement de la peine à voir dans cette instauration de l'égal respect pour les individus autre chose qu'un progrès civilisationnel prenant pour mesure l'humanité de l'homme en chaque homme. Nous en savons bien assez aujourd'hui sur le mal que l'homme peut faire à l'homme pour que ce soit désormais la suspicion à l'encontre des droits de l'homme qui soit elle-même suspecte : ils constituent notre contexte moral objectif, et quelle que soit la manière dont on les interprète (par rapport aux réfugiés par exemple), ils n'en restent pas moins le fonds consensuel à partir duquel se pense toute normativité en général.

Mais nous en savons assez aussi, désormais, pour pouvoir décrypter la mécanique paradoxale qu'enclenche dans nos sociétés ce primat de l'éthique individualiste libérale que j'appelle la « petite éthique ». C'est à mes yeux un point largement sous-estimé dans les théories sociales aujourd'hui, précisément parce que le consensus sur l'éthique libérale est si spontanément partagé que ses conséquences elles-mêmes passent pour naturelles, conformes à l'ordre des choses. Cette mécanique paradoxale, la voici : au moment même où l'éthique individualiste se fait valoir comme jamais, le système nous impose par ailleurs des modes de vie sur lesquels les individus n'ont aucune

emprise. Il y a là un rapport de complicité objective entre l'éthique libérale et la reproduction du système : cette « petite éthique », centrée sur l'individu, constitue le facteur *immatériel* le plus important de la reproduction *matérielle* de nos sociétés. Les modes de vie tels qu'ils nous gouvernent sont l'émanation de cette alliance complice.

C'est ainsi par exemple qu'il est impossible d'échapper à la technologisation de notre environnement (robotisation, automatisation, numérisation), à l'emprise du modèle de l'évaluation qui s'impose désormais dans tous les domaines de l'existence, où nous sommes amenés tour à tour à être évalués et évaluateurs, à la « gouvernance par les nombres » (Alain Supiot) qui partout vise à remplacer le jugement par le calcul, pour ne rien dire de la judiciarisation des rapports sociaux, du consumérisme généralisé ou du fait, si massif qu'on ne le voit même plus, qu'on attende de chacun qu'il gagne sa vie en travaillant. Ces modes de vie sont ce qui nous affecte le plus dans notre vie sociale, et pourtant nous n'y pouvons rien. Ils se déploient par-dessus nos têtes comme un destin. Nous autres, individus démocratiques, respectés dans nos droits et libertés, subissons en fait la tyrannie des modes de vie.

Non seulement l'éthique libérale est impuissante à juger normativement ces phénomènes qui façonnent nos existences (elle est impuissante, car chacun d'eux peut s'installer dans le strict respect des libertés individuelles), mais elle contribue massivement à leur propagation. Comment ? D'une part, en interdisant toute interrogation normative *publique* qui irait au-delà de la question des infractions aux droits et libertés des personnes. Le propre de l'éthique libérale ou « petite éthique » est de privatiser la question du bien (chacun est libre d'agir selon ses préférences), et de se concentrer sur la seule question des torts faits aux individus : elle n'a donc rien à dire sur des phénomènes aussi généraux que ceux cités, pour autant bien sûr que les personnes ne soient pas lésées dans leurs droits et libertés. D'autre part, en contribuant activement à *blanchir éthiquement* le système : tel est le rôle en effet de toutes ces institutions éthiques qui bourgeonnent de toute part. En s'assurant *via* ces institutions que les droits et libertés des personnes seront respectés (protection des données, etc.), le système s'immunise éthiquement et fluidifie sa reproduction, se soustrayant ainsi à tout questionnement éthique global. Peut-on sérieusement croire que le système qui installe tous ces comités attende d'eux qu'ils soient critiques, critiques du système ? Tout au contraire, il attend bien plutôt d'eux qu'ils le rendent incriticable ! Il s'agit de blanchir éthiquement une dynamique qui est en elle-même soustraite à toute critique possible.

Le consensus social sur les valeurs libérales marque donc peut-être la victoire de l'individu, qui se trouve ainsi hissé tout en haut de notre échelle normative, mais deux cents ans d'exercice effectif du libéralisme permettent de voir qu'en réalité *la victoire de l'individu, c'est la victoire du système*. En se focalisant sur l'individu, en privatisant le bien, l'éthique libérale favorise objectivement la reproduction automatique d'un système qui se soucie autant de l'éthique qu'un aveugle de la lumière du jour. Elle est cet opérateur paradoxal qui protège l'individu pour mieux le soumettre à une machine qui l'engloutit.

La sortie de ce paradoxe ne peut être que politique, c'est-à-dire collective. Aucune action individuelle, même démultipliée comme un boycott de consommateurs, ne peut enrayer significativement la reproduction du système. On peut certes toujours refuser individuellement d'acheter un Smartphone, on peut choisir un style de vie frugal, on peut se passer d'un ordinateur personnel : cela ne change strictement rien aux attentes qui continueront de peser sur les individus. Ces attitudes personnelles peuvent être moralement héroïques, elles sont politiquement insignifiantes.

Si les modes de vie façonnent nos existences ; si les modes de vie sont bien ces *attentes* de comportement imposées aux individus ; et si c'est le système qui produit ces modes de vie ; alors, la seule possibilité de les réorienter est de trouver un moyen d'organiser l'action collective qui soit à la hauteur des déterminants systémiques qui produisent ces modes de vie. L'outil permettant d'organiser l'action collective s'appelle une *institution*. Sur ce point à mes yeux crucial, je m'écarte des solutions alternatives proposées par des auteurs dont le diagnostic d'époque rejoint, quoique par d'autres voies, le mien, tels Bernard Stiegler, Éric Sadin, Byung-Chul Han ou Yves Citton. Tous, d'une manière ou d'une autre

(et leurs analyses sont bien plus complémentaires les unes des autres qu'antithétiques), diagnostiquent un dessaisissement de nos existences au profit d'une industrie de la vie devenue algorithmique. Mais ce qu'ils proposent, c'est globalement un *changement d'attitude* à l'égard de ce que produit le système, comme si des actions, individuelles ou même communautaires (Stiegler avec « Plaine commune », en Seine-Saint-Denis), pouvaient enrayer la tyrannie des modes de vie que nous subissons.

Mais il me semble que rien de tout cela ne peut entraver l'extension exponentielle des GAFA ou GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) qui s'alimente si facilement de la « petite éthique ». Si nous voulons agir, il faut agir à la hauteur du système qui produit cette extension, ce qui ne peut se faire que par une institution capable d'engendrer du commun, donc un nouveau consensus (sur la pluralité des modes de vie, par exemple, plutôt que de subir les diktats d'un mode de vie monolithique imposé par une industrie devenue surpuissante). Or, le consensus actuel sur l'éthique libérale rend justement impossible la formation d'un tel consensus : l'éthique globale est précisément ce qui est empêché par la petite éthique. Seule une nouvelle *institution* permettrait d'envisager la formation de nouveaux consensus, à la hauteur des défis qui nous attendent.

Oui, mais quelle institution ? avec quelle légitimité ? avec quelle représentativité ? Il serait présomptueux, arrogant et inaudible de proposer un scénario clefs en main. Il faut plutôt que nous activions cette faculté éminemment politique et aujourd'hui largement délaissée qu'est *l'imagination institutionnelle*. Les initiatives locales et moins locales sont d'ores et déjà innombrables, qui tentent de par le monde d'utiliser les nouveaux outils numériques aux fins de l'action politique. C'est dans ce sens qu'il faut chercher, chercher, et chercher encore.

Les GAFAM, eux, ne manquent assurément pas d'imagination lorsqu'il s'agit d'aliéner nos existences à leur projet industriel : opposons-leur notre volonté politique de réappropriation de nos modes de vie. Je n'ignore pas les difficultés de principe, ni les difficultés pratiques liées à un tel programme : mais songeons qu'en l'absence d'un tel objectif, dans le monde robotisé et automatisé qu'on nous prédit, ce seront de fait les *programmeurs informatiques* qui auront la main basse sur nos modes de vie et, de proche en proche, sur la définition de l'humanité, comme le montre la mise à l'agenda du projet posthumaniste. À défaut d'avoir dès maintenant un consensus positif sur le type d'institution qui devrait pouvoir donner forme à cette volonté politique, tablons au moins sur le consensus négatif que *cela*, cette main basse des informaticiens sur notre avenir, nous ne le voulons pas. Ce sera déjà un bon point de départ.